

Unité départementale de la Somme  
53 rue de la Vallée  
80000 Amiens

Amiens, le 10/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**TEREOS STARCH & SWEETENER EUROPE - TSSE**

46 ROUTE DE NESLE  
BP 70007  
80190 Mesnil-Saint-Nicaise

Références : 2025-E30047  
Code AIOT : 0005102404

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2025 dans l'établissement TEREOS STARCH & SWEETENER EUROPE - TSSE implanté BP70007 - 46 rue de Nesle 80190 Mesnil-Saint-Nicaise. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale "perte d'utilité". La visite d'inspection est ciblée sur la perte d'utilité électrique et les conditions de maintien en sécurité pour la défense incendie du site et le stockage de l'hydrogène.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TEREOS STARCH & SWEETENER EUROPE - TSSE

- BP70007 - 46 rue de Nesle 80190 Mesnil-Saint-Nicaise
- Code AIOT : 0005102404
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société Tereos Starch & Sweeteners Europe exploite, sur la commune de Mesnil-Saint-Nicaise, une amidonnerie-glucoserie-distillerie utilisant le blé comme matière première. Il s'agit d'un établissement régulièrement autorisé depuis le 29/07/1996 avec un statut Seveso seuil bas et IED. Il compte environ 300 salariés sur site.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
3	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
5	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
7	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Alimentation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	en énergie et utilités associées (1)	article 56	
6	Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secours) (4.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
8	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection et dans l'attente des justificatifs et actions correctives, il n'est pas proposé d'engager de suites administratives à ce stade.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Alimentation en énergie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant explique que le site est alimenté par deux lignes haute tension : une ligne principale et une ligne secondaire de secours. Chacune de ces lignes a une capacité de 55 MW. L'exploitant déclare avoir souscrit un contrat pour 40 MW et précise qu'il peut basculer manuellement entre les deux lignes en cas de besoin.</p> <p>Le site est également équipé d'une installation de cogénération permettant d'être totalement autonome électriquement.</p> <p>L'alimentation en eau du système de défense incendie est assurée par un forage disposant de sa propre ligne d'alimentation. Ce forage est conçu pour être raccordé à un groupe électrogène et peut ainsi être secouru en cas de besoin.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un plan de masse à l'échelle des installations, sur lequel figurent les réseaux électriques ainsi que les équipements associés.</p>

Il dispose des coordonnées du distributeur d'énergie, ce qui permet d'obtenir des informations sur la remise en service de l'alimentation électrique. Un électricien est présent sur le site 24h/24. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté une analyse des risques en cas de perte d'utilité. Cette analyse couvre l'ensemble des utilités du site et recense les mesures de prévention ainsi que les moyens de maîtrise.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant explique que la cogénération est capable de prendre le relais sur le site. Toutefois, la stabilité de l'alimentation électrique par cogénération est garantie uniquement sous certaines conditions (alimentation en gaz effective, évacuation de la vapeur produite par l'unité de cogénération, faible variation de la demande interne). La communication avec le fournisseur d'énergie permet d'avoir une visibilité sur la remise en service du réseau d'alimentation électrique. L'exploitant déclare avoir besoin de 3 à 4 heures pour effectuer un arrêt des installations lui permettant de limiter les aléas de productions liés à la remise en marche des installations (obturation de canalisations ou défaut de vidange). Cependant l'exploitant déclare qu'en cas de coupure d'électricité, les onduleurs permettent de maintenir l'alimentation électrique pendant 2 heures. <b>L'exploitant estime que ces 2 heures sont suffisantes pour un arrêt sécurisé des installations car le site est équipé de dispositif à sécurité positive, les vannes et autres équipements reprennent automatiquement une position définie de sécurité en cas de défaut d'alimentation.</b> Lors de l'inspection, il a été évoqué le cas du dépotage d'hydrogène. En cas de coupure d'alimentation électrique, le dépotage est arrêté automatiquement via les camions. La détection incendie reste opérationnelle grâce à des batteries pendant 24 heures. La mise en place de rondes permet une surveillance des installations et la relève des indicateurs de surveillance. La présence d'un membre du CODIR permet la prise de décisions pour continuer la production ou lancer l'arrêt des installations. Durant l'inspection, l'exploitant a déclaré ne pas disposer de document écrit présentant la mise en œuvre de l'organisation réalisable en cas de coupure de courant.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant formalisera sur un document l'organisation à suivre en cas de perte d'utilité électrique.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 3 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise en sécurité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[... ] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a réalisé une analyse des risques liés aux pertes d'utilité, concluant qu'il n'est pas nécessaire de maintenir une alimentation électrique pour les équipements. Aucun équipement n'est identifié comme critique ou produisant des effets directs. L'ensemble du site peut être mis à l'arrêt en cas de besoin.</p> <p>L'exploitant explique que l'installation ne réalise aucune opération de production susceptible de provoquer un emballement chimique ou physique en cas d'interruption instantanée. La seule contrainte en cas d'arrêt brutal de production est liée aux pertes de production et au temps de vidange et de nettoyage des produits, qui peuvent se solidifier dans les canalisations.</p> <p>Les besoins identifiés en cas d'intervention concernent la défense incendie et la nécessité d'éclairage. L'exploitant possède du matériel d'éclairage d'urgence. Lors de la visite, l'inspection des installations classées a pu constater que ces équipements étaient maintenus en charge.</p> <p>Sur le terrain, l'inspection des installations classées a échangé avec plusieurs opérateurs concernant les mesures à suivre en cas de coupure électrique dans l'atelier de glucoserie. Les opérateurs ont été en mesure d'expliquer la mise en place de l'inertage de l'hydrogène du processus de manière automatique (fermeture des vannes à sécurité positive), ainsi que la méthode dite « manuelle » d'inertage en cas de défaut d'alimentation électrique.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées un document résumant la stratégie de l'installation concernant la gestion de la perte d'utilité électrique, incluant notamment les modalités de prise de décision pour l'arrêt des installations. L'exploitant précisera également les modalités de remise en service des installations en toute sécurité suite à la perte d'utilité électrique (ordre des utilités et atelier à remettre en marche).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 4 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise en sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>-les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;</li><li>-les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ; -l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;</li><li>-les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; -Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.</li></ul> <p>L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.</p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"><li>-les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;</li></ul> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"><li>-les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li></ul> <p>[...]</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a présenté durant la visite d'inspection un mode opératoire pour le suivi et la gestion des "black-out" sur le secteur Glucoserie. Ce document liste les différentes étapes devant être réalisées ou vérifiées pour confirmer la mise en sécurité de l'installation. Toutefois, l'exploitant n'a pas été en mesure de préciser lors de l'inspection si d'autres modes opératoires de ce type étaient en place sur les autres ateliers.</p> <p>Lors de la visite sur le terrain, les opérateurs au poste de glucoserie ont estimé avoir besoin d'environ 45 minutes pour éteindre l'équipement en toute sécurité. L'exploitant rappelle que le risque principal en cas de coupure électrique est la perte de production due à l'interruption du processus.</p> <p>Les opérateurs au poste reçoivent une formation/habilitation à la prise de poste. Ils sont polyvalents et capables d'intervenir sur les 4 postes du centre de contrôle de glucoserie. Une fois</p>

<p>le parcours d'habilitation terminé, un formulaire est renseigné avec les compétences acquises par l'opérateur.</p> <p>Il n'y a pas de consignes spécifique sur la mise en place de ronde de surveillance mais des fiches réflexe. Ces fiches précisent les rôles et missions de chaque personne concernée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant déterminera la nécessité de dupliquer ce type de mode opératoire sur les autres ateliers. L'exploitant transmettra ces conclusions à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

#### N° 5 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise en sécurité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.</p> <p>Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).</p> <p>Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant déclare qu'une batterie alimente le détecteur incendie, avec une autonomie de 24 heures.</p> <p>En cas de coupure de courant prolongée sur l'ensemble du site, cela aboutit à l'arrêt des systèmes d'alarme et de détection. L'exploitant déclare mettre alors en place des rondes de surveillance dans les ateliers et sur les équipements de surveillance. Les fiches réflexes du site identifient le personnel responsable de la mise en œuvre des rondes.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra également à l'inspection des installations classées un document détaillant les modalités de mise en place des rondes de surveillance des équipements en cas de coupure d'électricité, précisant notamment la fréquence des rondes et les types d'équipements</p>



ou de secteurs devant faire l'objet d'une surveillance.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 6 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secours) (4.a)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositifs de secours électrique
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a réalisé une analyse des risques en cas de perte d'utilité. Cette analyse conclut qu'il n'y a pas d'effets directs en cas de coupure de l'utilité électrique. L'exploitant déclare ne pas avoir besoin de secourir électriquement les installations du site pour prévenir d'éventuels effets directs. Les seules conséquences identifiées par l'exploitant sont liées à la perte de production et à la mise en œuvre de lourdes procédures de nettoyage et de décolmatage des installations.</p> <p>En cas de perte d'utilité électrique, l'exploitant déclare disposer des équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un système de cogénération pouvant assurer l'alimentation électrique du site,</li> <li>- Des onduleurs avec une autonomie de 2 heures,</li> <li>- Des radios de communication, dont le dispositif général est équipé d'une batterie ayant une autonomie de 24 heures,</li> <li>- Du GNR pouvant alimenter pendant 9 heures les groupes motopompes de 220, 300 et 700 m<sup>3</sup>/h,</li> <li>- Deux systèmes d'éclairage extérieur fonctionnant sur batterie.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositifs de secours électrique
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des</p>

risques agissant sur un même scénario accidentel. »
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant déclare être capable de maintenir l'alimentation pendant 48 heures grâce à la cogénération. Cependant, cette durée de 48 heures dépend de plusieurs paramètres (évacuation, consommation de vapeur, stabilité de la consommation électrique). L'exploitant n'a pas défini de durée maximale ni analysé précisément les conditions permettant de maintenir cette autonomie sur la durée. De plus, il n'a pas identifié de procédure formalisée pour statuer, au niveau du comité de direction (Codir), sur la nécessité de maintenir la production ou de programmer un arrêt en toute sécurité.</p> <p>Pour la défense incendie, le site est équipé de trois moto-pompes de 220 m³/h, 300 m³/h et 700 m³/h. Chaque moto-pompe est dotée d'un réservoir de GNR indépendant. Le local incendie est également équipé d'une cuve de 700 L de GNR. L'exploitant déclare disposer d'une autonomie de 9 heures avec les trois moto-pompes en fonctionnement simultané. Lors de la visite sur le terrain l'inspection a constaté que le volume de GNR présent dans la cuve était inférieur à 400L.</p> <p>En cas de besoin, l'exploitant déclare disposer d'une solution de réapprovisionnement en GNR.</p> <p>Le site est équipé de plusieurs onduleurs permettant au site de bénéficier de 2 heures d'autonomie.</p> <p>L'exploitant rappelle que son analyse de risques n'a pas d'effet direct en cas de coupure d'utilité électrique et que l'installation est conçue pour un arrêt en toute sécurité.</p> <p>L'exploitant déclare qu'en cas d'aléas de production, il lui faut entre 8 et 10 heures pour mettre l'installation à l'arrêt, permettant ainsi une relance facile. Il précise qu'il peut accélérer l'arrêt, avec des aléas moindres, en 3 à 4 heures.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant s'assurera du maintien des niveaux de GNR dans la cuve destinée à l'usage des groupes moto-pompes.</p> <p>L'exploitant complétera son analyse des risques de perte d'utilité afin de justifier les durées d'autonomie des différents équipements devant être maintenus en cas de perte d'utilité, notamment les radios, l'alimentation des groupes moto-pompes, des onduleurs, ainsi que la durée de recours à la cogénération.</p> <p>L'exploitant précisera également les modalités de réapprovisionnement en GNR, en indiquant le nombre de fournisseurs, la distance, le temps estimé, et la possibilité de contact en dehors des heures d'ouverture.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 8 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintenance et test
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent</p>

des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.

Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.

Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »

#### **Constats :**

L'exploitant a présenté durant la visite d'inspection les rapports de vérifications suivants :

- Groupe Motopompe une fois par an par un organisme extérieur, la dernière vérification date d'octobre 2024. En complément, l'exploitant réalise des tests de fonctionnement chaque lundi.
- Alarme de détection incendie, le contrôle intègre la vérification des batteries. Un rapport d'alarme permet d'identifier des problèmes de charge de batterie. La dernière vérification date du 21/06/2024.
- Onduleur, la dernière vérification date du 10 janvier 2025. Le rapport permet d'attester que la vérification des batteries est effectuée.

Les rapports présentés durant la visite d'inspection ne font pas état de remarques ou d'observation particulières.

**Type de suites proposées :** Sans suite